



Pour un plan d'urgence dans l'Éducation, pour les postes, les salaires et l'amélioration de nos conditions de travail !

Appel à la grève le jeudi 23 septembre

L'école a été soumise à rude épreuve et les personnels commencent cette année scolaire dans des conditions qui n'ont pas évolué. La rentrée 2021 est de nouveau marquée par l'absence d'anticipation et les choix politiques confus. Dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes. Le ministère poursuit cependant une politique qui va à rebours des besoins du service public :

- **Refus de créer un collectif budgétaire pour la création de postes (enseignants, CPE, AED, AESH, PsyEN, RASED, personnels administratifs, techniques, santé et sociaux)**
- **Maintien des suppressions de postes en particulier dans le 2nd degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée**
- **Peau de chagrin pour l'augmentation des salaires, et des AESH toujours sous le seuil de pauvreté**

Le ministre est dans le déni de réalité en refusant de prendre les mesures nécessaires. Cette absence d'anticipation et de prise de décisions est irresponsable au regard des enjeux de gestion et de sortie de crise. Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Face à l'urgence d'augmentation des salaires de tous les personnels, le Grenelle du Ministre n'offre que des miettes par des primes qui ne concernent que 58% des enseignants !

Nos organisations syndicales mayennaises dénoncent les mesures du Grenelle qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers. Elles vont en effet dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école avec le projet de loi Rilhac, pour lequel un récent décret prévoit l'étude parlementaire accélérée dès la fin du mois.

Nos organisations condamnent les propos tenus par le Président Macron à Marseille, qui prévoit notamment des expérimentations dangereuses pour l'école !

Le président Macron prévoit d'expérimenter le recrutement des enseignants par des directrices et directeurs d'écoles. Ils choisiront les enseignants et disposeront d'une large autonomie pour adapter les horaires, les rythmes scolaires avec la participation « d'acteurs extrascolaires ». Dans le second degré, il met en place des micro-collèges et micro-lycées. Dans la continuité de la réforme Vallaud-Belkacem, il souhaite renforcer la liaison école-collège, avec des « *enseignants qui seront référents, qui vont accompagner les élèves et penser cette période qui va du CM1 à la 5e* », remettant en cause leurs statuts particuliers. Ces annonces font sens avec le Grenelle. Elles font sens avec le projet de loi Rilhac sur la direction d'école, elles font sens avec la casse de l'école contre laquelle s'acharnent ce gouvernement et le ministre Blanquer. Enfin, nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

**Nos organisations sont aux côtés des personnels contre la casse de l'école publique !
Nous ne voulons pas de l'école du futur, telle qu'imaginée par Macron et son ministre !**

Nos organisations appellent tous les personnels de l'Éducation à se mettre en grève et à se rassembler jeudi 23 septembre à Laval Place du Jet d'eau à 12h30

**Oui à l'amélioration des conditions de travail par la dotation de moyens supplémentaires !
Oui à l'augmentation des salaires pour TOUS les personnels !
Non à la casse de l'École ! Non à la casse de nos statuts !**

En grève le 23 septembre dans la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle d'ampleur le 5 octobre et d'une mobilisation pour les AESH le 19 octobre.